

Cette instruction a été modifiée par les instructions suivantes :

n°	du
n°	du
n°	du
n°	du

Cette instruction a été abrogée par l'instruction
n° du

REPARTITION DES REMUNERATIONS
DUES AUX FONCTIONNAIRES DES PONTS ET CHAUSSEES
PAR LES COLLECTIVITES ET ORGANISMES DIVERS
EN APPLICATION DE LA LOI DU 29 SEPTEMBRE 1948

DOCUMENT A ANNOTER
Circulaire n° 711 du 7 avril 1949 (B. S. T. n° 35 G).

L'arrêté ministériel du 19 juin 1963 a prévu qu'un prélèvement serait effectué sur les rémunérations accessoires dues aux fonctionnaires des Ponts et Chaussées, au profit de la subdivision du compte destiné à recevoir ces rémunérations ouverte au nom de l'Administration centrale dans les écritures du Payeur général du Trésor. L'arrêté ministériel du 21 décembre 1970, reproduit en annexe I à la présente instruction, prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 1971 ce prélèvement sera effectué à un taux uniforme de 34 %, applicable à toutes les sommes versées par les collectivités et organismes divers à partir de cette date, quel que soit leur exercice d'origine.

- Les Trésoriers-Payeurs Généraux adopteront les dispositions suivantes :
1. Ils continueront d'établir et d'adresser mensuellement, dans les conditions habituelles, aux Directeurs départementaux de l'Equipement ou aux autres chefs des services extérieurs habilités à effectuer des opérations sur la subdivision du compte, un relevé détaillé modèle 0.830. Sur cet état, devront figurer tous les encaissements constatés au compte 489.2 « Rémunérations accessoires de certains agents de l'Etat », sous-compte 489.20 « Ponts et Chaussées », quel que soit leur exercice d'origine.

DESTINATAIRES POUR APPLICATION

DIFFUSION
GT
24

PGT	TPG	DOM
-----	-----	-----

INSTRUCTION
N° 71-38-K1-P6
du
7 avril 1971.

— 2 —

2. Ils procéderont trimestriellement au transfert des sommes à imputer à la subdivision du sous-compte 489.20, ouverte au nom de l'Administration centrale de l'Equipement dans les écritures du Payeur général du Trésor, au vu d'ordres de paiement établis par les Directeurs départementaux de l'Equipement ou les chefs des services extérieurs habilités à effectuer des opérations sur la subdivision du compte. Il est précisé que ne sont pas comprises dans l'assiette du prélèvement de 34 % les sommes ayant pour origine des virements à partir d'autres subdivisions départementales du compte 489.20 (cf. circulaire n° 70.141 du 21 décembre 1970 du Ministère de l'Equipement et du Logement, jointe en annexe II).

Les transferts interviendront dès réception des ordres de paiement et, au plus tard, les 20 janvier, 20 avril, 20 juillet et 20 octobre de chaque année. Le premier transfert de l'année 1971 (sur les recettes du 1^{er} janvier au 31 mars 1971) sera exécuté au plus tard le 20 avril 1971.

*

* *

Les Trésoriers-Payeurs Généraux ne manqueront pas de saisir la Direction — sous le timbre du bureau E 2 — des difficultés qu'ils pourraient rencontrer dans l'application de la présente instruction.

Pour le Directeur de la Comptabilité Publique :

Le Sous-Directeur,
GÉRARD PICARD.

**ARRETE FIXANT LES MODALITES DU PRELEVEMENT
DESTINE A LA SUBDIVISION DU COMPTE 489.20
OUVERTE AU NOM DE L'ADMINISTRATION CENTRALE**

LE MINISTRE DE L'EQUIPEMENT ET DU LOGEMENT,

- Vu la loi n° 48-1530 du 29 septembre 1948 réglementant l'intervention des fonctionnaires des Ponts et Chaussées dans les affaires intéressant les collectivités locales et divers organismes ;
- Vu l'arrêté interministériel du 7 mars 1949 modifié fixant les conditions générales d'intervention des fonctionnaires des Ponts et Chaussées dans les affaires intéressant les collectivités locales et divers organismes ;
- Vu l'arrêté du 19 juin 1963 modifié fixant les règles de répartition des rémunérations dues aux fonctionnaires des Ponts et Chaussées par des collectivités et organismes divers, en application de la loi du 29 septembre 1948, notamment son article 2, deuxième alinéa ;

Sur la proposition du Directeur du personnel et de l'organisation des services,

ARRETE :

ARTICLE UNIQUE. — Le prélèvement prévu à l'article 2, deuxième alinéa, de l'arrêté du 19 juin 1963 susvisé est fixé, à compter du 1^{er} janvier 1971, à 34 % des sommes qui, à partir de cette date, seront versées au compte spécial par les collectivités et organismes, en rémunération de concours prêtés dans le cadre des dispositions de la loi du 29 septembre 1948.

Paris, le 21 décembre 1970.

Le Ministre de l'Equipeement et du Logement,
ALBIN CHALANDON.

MINISTÈRE DE L'EQUIPEMENT
ET DU LOGEMENT

ANNEXE N° 2

INSTRUCTION
N° 71-38 - K 1 - P 6
du
7 avril 1971.

DIRECTION DU PERSONNEL
ET DE
L'ORGANISATION DES SERVICES

Sous-direction
de l'organisation et des statuts.

3^e bureau.

PO/ST 3

CIRCULAIRE N° 70-141 DU 21 DECEMBRE 1970
RELATIVE AU FONCTIONNEMENT DES SUBDIVISIONS DU COMPTE 489.20

LE MINISTRE,

à

MESSIEURS LES INSPECTEURS GÉNÉRAUX CHARGÉS DE CIRCONSCRIPTIONS
D'INSPECTION GÉNÉRALE ;
MESSIEURS LES CHEFS DES SERVICES RÉGIONAUX DE L'EQUIPEMENT
(sous couvert de Messieurs les Préfets de région) ;
MESSIEURS LES DIRECTEURS DÉPARTEMENTAUX DE L'EQUIPEMENT (sous
couvert de Messieurs les Préfets) ;
MESSIEURS LES CHEFS DES SERVICES MARITIMES ;
MESSIEURS LES CHEFS DES SERVICES DE LA NAVIGATION ;
MESSIEURS LES CHEFS DES SERVICES SPÉCIAUX DES BASES AÉRIENNES
DE LA GIRONDE ET DES BOUCHES-DU-RHÔNE ;
MONSIEUR LE CHEF DU SERVICE TECHNIQUE DES BASES AÉRIENNES
A PARIS ;
MONSIEUR LE CHEF DU SERVICE DES TRAVAUX IMMOBILIERS AÉRONAU-
TIQUES DE LA RÉGION PARISIENNE A PARIS ;
MONSIEUR LE CHEF DU SERVICE D'ÉTUDES TECHNIQUES DES ROUTES
ET AUTOROUTES ;
MONSIEUR LE DIRECTEUR DU LABORATOIRE CENTRAL DES PONTS ET
CHAUSSEES ;
MONSIEUR LE CHEF DU SERVICE TECHNIQUE DES PHARES ET BALISES ;
MONSIEUR LE CHEF DU CENTRE D'ÉTUDES TECHNIQUES DE L'EQUIPE-
MENT A AIX-EN-PROVENCE ;
MONSIEUR LE CHEF DE L'ORGANE TECHNIQUE RÉGIONAL DE LYON.

**OBJET : Rémunérations accessoires des fonctionnaires des corps techniques de
l'Équipement.**

**Modalités du prélèvement sur les recettes des services extérieurs, destiné
à la subdivision du compte 489.20 ouverte au nom de l'Administration
centrale.**

REFER. : Arrêté ministériel du 21 décembre 1970.

P. J. : Un modèle de compte rendu.

La création du Ministère de l'Équipement et du Logement a entraîné des réformes statutaires afin d'unifier les corps homologues des personnels des services extérieurs des deux anciens ministères des Travaux publics et de la Construction : corrélativement, des mesures ont été rendues nécessaires pour permettre l'harmonisation indemnitaire des personnels ainsi fusionnés, et notamment des personnels appartenant aux corps techniques de l'Équipement.

Dans le cadre des mesures d'harmonisation en cause, une disposition s'est avérée indispensable : assurer le transit, par le compte 489-20 de l'Administration centrale, d'une fraction nettement plus substantielle — pour permettre une péréquation plus affirmée — des sommes qui sont versées, par les collectivités et organismes, au compte 489.20 des services extérieurs, en rémunération des concours prêtés dans le cadre des dispositions de la loi n° 48-1530 du 29 septembre 1948.

C'est pourquoi, par un arrêté en date de ce jour, j'ai décidé de fixer à 34 % des sommes ainsi versées, à compter du 1^{er} janvier 1971, le prélèvement destiné à la subdivision de l'Administration centrale.

La présente circulaire a pour objet de préciser les modalités d'application de cette disposition nouvelle.

1° Tout d'abord je souligne les caractéristiques du système : le taux de 34 % est uniformément et exclusivement applicable au montant brut de toutes les sommes versées aux subdivisions du compte 489.20 ouvertes au nom des services extérieurs, pour la rémunération de concours dans le cadre des dispositions de la loi du 29 septembre 1948.

Il s'ensuit, notamment, les conséquences suivantes :

- d'une part, les sommes versées par un organisme à une même subdivision, en rémunération d'un concours prêté audit organisme par plusieurs services pour une même opération, sont passibles du prélèvement sans qu'il y ait lieu de distinguer la part propre du service dont la subdivision a été créditée des versements ;
- d'autre part, les versements provenant d'autres subdivisions du compte (virements internes) ne supportent pas le prélèvement destiné à l'Administration centrale.

2° Les opérations de transfert interviendront à la diligence des chefs de services extérieurs titulaires de subdivisions de compte — sans ordre particulier de l'Administration centrale — dans les conditions exposées ci-après :

- a) Eu égard à la nécessité de permettre l'accélération de la procédure de péréquation, les opérations de transfert seront exécutées trimestriellement (1). Dans ce but, le 15 du premier mois de chaque trimestre calendaire, pour les sommes encaissées au cours du trimestre précédent et passibles du prélèvement, chaque chef de service concerné adressera, au Trésorier-Payeur général, les deux pièces suivantes :
 - 1. Ordre de paiement 12122 accompagné du bordereau général habituel des paiements ;
 - 2. Avis de crédit modèle 12123.
- b) Simultanément, le chef de service me rendra compte de sa proposition en m'adressant, sous le couvert de l'Inspecteur général chargé de la circonscription d'inspection générale, un compte rendu du modèle joint à la présente circulaire.

La première application des modalités ainsi définies interviendra en avril 1971 pour les sommes encaissées du 1^{er} janvier au 31 mars 1971.

Pour le Ministre et par délégation :

Le Directeur du Personnel et de l'Organisation des services,

PIERRE DELAPORTE

(1) Des instructions sont adressées à cet effet, par M. le Ministre de l'Économie et des Finances (Direction de la Comptabilité publique), aux comptables intéressés.

MINISTERE DE L'EQUIPEMENT
ET DU LOGEMENT

(Désignation du service.)

GESTION DU COMPTE 489.20

EXECUTION DES PRESCRIPTIONS DE LA CIRCULAIRE

N° DU

Compte rendu trimestriel de la somme à transférer de la subdivision du service
à la subdivision de l'Administration centrale, au titre du prélèvement prévu
par l'article 2, deuxième alinéa, de l'arrêté du 19 juin 1963.

ANNÉE, TRIMESTRE

	1 ^{er} MOIS	2 ^e MOIS	3 ^e MOIS	TOTAL
Montant des sommes encaissées par la subdivision du service, suivant les relevés mensuels établis par M. le Trésorier-Payeur Général...				
A déduire : montant des sommes encaissées provenant d'autres sub- divisions du compte.....				
Reste à prendre en compte ..				(a)

Somme à transférer : 34 % de (a), soit.....

Proposition de transfert de la somme ci-dessus a été adressée à M. le Trésorier-
Payeur Général le

Dressé par le Chef de service soussigné.

A, le

Vu et transmis par l'Inspecteur général de la Circonscription d'Inspection
générale.

A, le

Destinataire :

M. LE MINISTRE DE L'EQUIPEMENT ET DU LOGEMENT
Direction du Personnel et de l'Organisation des Services,
Sous-Direction de l'Organisation et des Statuts.
3^e Bureau (PO/ST 3).
244, boulevard Saint-Germain, 75 - Paris (7^e).